



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 22 mars 2021

SOMMAIRE

Chine continentale

Banque et finance ([ici](#))

Banque centrale : le Conseil des affaires d'Etat a approuvé la nomination de deux nouveaux membres du Comité de politique monétaire de la PBoC

Stabilité financière : la Chine pourrait faire face à des risques accrus de sorties de capitaux étrangers et à une potentielle vague de défauts obligataires, selon Li Daokui, ancien membre du Comité de politique monétaire de la PBoC

Politiques fiscales : le MOF annonce la prolongation de certaines mesures fiscales et tarifaires préférentielles afin de poursuivre le soutien aux entreprises

Soutien aux entreprises : mise en œuvre de certaines politiques en faveur de l'innovation des entreprises et prolongation du dispositif de soutien de la PBoC aux PME à l'issue de la réunion du Conseil des affaires d'Etat du 24 mars

Finance verte : la China Development Bank émet pour la première fois une obligation verte « carbon neutral » pour un montant de 20 Mds RMB (3 Mds USD) à trois ans

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations UE – Chine : le Conseil de l'Union européenne a adopté des sanctions en réponse à la situation au Xinjiang

Investissements chinois en France : rapport de Business France sur les IDE

Relation Chine - US : forte hausse des achats chinois de produits agricoles américains

Relations Chine – US : la Securities and Exchange Commission (SEC) commence à déployer une loi visant à retirer les entreprises chinoises de la bourse

Relations Chine – Australie : le différend sur l'orge est porté devant l'OMC

Climat des affaires ([ici](#))

Crédit export : l'assurance-crédit export sera renforcée

Investissements étrangers : la procédure d'autorisation des investissements étrangers dans les secteurs encouragés est simplifiée

Industrie et numérique ([ici](#))

Santé : la production journalière de vaccins contre le Covid-19 atteint 5 M de doses selon le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT)

International : Huawei et ZTE postulent au statut de fournisseurs approuvés pour la 5G en Inde

Matières premières : vers une pénurie de feuille de cuivre ?

Textiles et luxe : boycott d'entreprises occidentales à la suite des sanctions contre la Chine adoptées par l'UE

Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

Climat : présentation, devant la secrétaire exécutive de la CCNUCC et l'envoyé spécial pour le climat, d'études estimant possible le rehaussement de l'ambition climatique chinoise

Energie : bilan de dix ans de campagne de recherche de ressources en hydrocarbures

Aéronautique : Air China achète 18 Airbus A320neo au loueur d'avions GECAS

Transport : baisse du trafic passager lors des festivités du nouvel an chinois par rapport à l'année dernière

Développement durable : cinquième réunion de la Ministérielle sur l'action climatique (MoCA) réunissant une trentaine de pays, sous l'initiative de l'Union Européenne, du Canada et de la Chine

Actualités régionales ([ici](#))

Shanghai : l'investissement étranger atteint 20,2 Mds USD en 2020, +6,2%

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Actualité monétaire : le Dollar Hongkongais toujours du côté de la borne forte de son ancrage au Dollar US

Bourse : Baidu lève 3,1 Mds USD lors de son introduction en bourse à Hong Kong

Bourse : l'indice Hang Seng a subi une correction depuis son pic du 17 février

Balance des paiements : Hong Kong affiche un important excédent de sa balance des paiements au T4 2020

Véhicules électriques : le bureau de l'environnement publie son plan de développement du véhicule électrique

Macao

Tourisme : au cours des deux premiers mois 2021, le nombre de visiteurs à Macao a chuté de -67,3 %

Taiwan [\(ici\)](#)

Export : nouvelle hausse de la demande externe adressée à Taïwan au mois de février

TSMC : émission d'obligations pour financer les projets d'augmentation de capacité de production

Industrie : la production industrielle progresse de près de 3% en février 2021

ASUSTeK : le groupe enregistre des bénéfices nets de +119% en 2020

Solaire flottant : Ciel et Terre inaugure une nouvelle ferme à Tainan (Chiali)

Hydrogène : Air Liquide Far Eastern inaugure son usine d'hydrogène haute pureté à Tainan

Mongolie [\(ici\)](#)

Politique monétaire : maintien du taux directeur à 6%

Moody's rating : estimation du creusement de la dette publique à 75% en 2021 et dégradation des perspectives de stables à négatives pour les neufs principales banques du pays

Organisation mondiale du commerce : examen de la politique commerciale de la Mongolie

Chine continentale

Banque et finance

Banque centrale : le Conseil des affaires d'Etat a approuvé la nomination de deux nouveaux membres au Comité de politique monétaire de la PBoC

Cai Fang, expert-conseiller principal de l'*Académie Chinoise des Sciences Sociales* (CASS) et Chef adjoint à la *Commission de l'Agriculture et des Affaires rurales* de l'ANP ; et Wang Yiming, vice-président du *Centre Chinois pour les Echanges Economiques Internationaux* (CCIEE), organe sous la supervision de la NDRC, et directeur adjoint du *Centre de recherche pour le développement* du Conseil des Affaires d'État, ont été nommés au sein du *Comité de politique monétaire* (MPC) de la PBoC. Fondé en 1997, le Comité conseille la PBoC en matière de politique monétaire. Il compte 14 membres, parmi lesquels des hauts responsables exerçant leurs fonctions au sein de la PBoC, du MOF, de la CBIRC et d'autres institutions de réglementation économique et financière, ainsi que des experts économiques. Le remaniement du Comité, proposé par la PBoC, a été approuvé par le Conseil des affaires d'Etat le 20 mars.

Cai Fang et Wang Yiming bénéficient d'une expertise approfondie sur les thématiques relatives au marché du travail et aux enjeux démographiques et sociaux, reflétant un intérêt accru des autorités pour les enjeux de création d'emplois et en lien avec l'augmentation du niveau de vie. Lors des *Lianghui*, Li Keqiang a en effet souligné la priorité donnée aux créations d'emplois (objectif de 11 M de nouveaux emplois urbains pour 2021) et à la hausse des revenus des ménages, condition *sine qua non* de la stimulation de la consommation intérieure.

Le communiqué gouvernemental indique également que Ma Jun et Liu Wei, en poste depuis 2018, quitteront dans le même temps le Comité, conformément aux pratiques usuelles (mandat de 3 ans). Ma Jun s'était illustré par des déclarations publiques directes, ayant notamment appelé à donner au Comité «l'autonomie et la pleine indépendance dans la prise de décisions clés en matière de politique monétaire». Ma Jun est président du *Comité de la finance verte* de l'*Institut chinois des finances* et coprésident du *Groupe de recherche sur la finance verte du G20*. En France, il fait également partie du groupe d'experts indépendants et internationaux du *Conseil d'évaluation de l'OAT verte*, qui vise à évaluer l'utilisation et l'impact environnemental des fonds levés adossés aux émissions de l'obligation souveraine verte de l'Etat français.

Stabilité financière : la Chine pourrait faire face à des risques accrus de sorties de capitaux étrangers et à une potentielle vague de défauts obligataires, selon Li Daokui, ancien membre du Comité de politique monétaire de la PBoC

Selon Li Daokui, ancien expert économique du Comité de politique monétaire (MPC) de la PBoC, la Chine pourrait faire face à un risque de sorties de capitaux étrangers au second semestre 2021, en raison de la hausse des taux d'intérêt américains susceptible de drainer les capitaux hors du pays, et plus globalement hors des marchés

émergents. Cette menace, ainsi qu'une potentielle vague de défauts obligataires, constitueraient les deux principaux risques qui pèsent sur l'économie chinoise.

Depuis le début de l'année 2021, le taux de rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans a enregistré une croissance continue, passant de 0,92% à 1,62% le 24 mars, soit un retour à son niveau d'avant crise (le taux a continûment reculé en 2020, atteignant notamment un plus bas à 0,5% en mars 2020). Quant à lui, l'emprunt d'État chinois à 10 ans affiche depuis début 2021 un rendement relativement stable autour 3,2%, après avoir enregistré une augmentation forte et continue depuis le deuxième trimestre 2020. L'élargissement du différentiel des taux d'intérêt sino-américain pendant la crise renforçait l'attractivité des obligations chinoises par rapport aux emprunts d'État des marchés développés, engendrant une hausse des flux de capitaux entrants dans le pays, alimentés en outre par la solide reprise économique chinoise. Cependant, alors que le *spread* entre les emprunts d'État chinois et les bons du Trésor américain se réduit, cette dynamique pourrait s'inverser en conséquence, de nombreux investisseurs tendant à se retirer des marchés. A ce titre, Wang Yiming, nouvel expert économique au sein du Comité de politique monétaire de la PBoC, a déclaré qu'un rebond de l'économie américaine plus rapide que prévu risquerait d'entraîner des sorties de capitaux importantes, et ainsi d'engendrer des «turbulences sur les marchés financiers». Dans ce contexte, la PBoC devra arbitrer de manière à atténuer les risques de fuite des capitaux.

En outre, la PBoC devra évaluer les risques d'une vague de défauts obligataires, en particulier au regard des événements de crédits du quatrième trimestre 2020, d'autant plus que ces défauts pourraient toucher davantage de SOE. Selon la base de données Wind, en 2020, la part des entreprises d'État dans les défauts d'obligations a presque égalé celle des entreprises privées, les SOE faisant défaut sur 80 obligations d'une valeur de 98 Mds RMB (15 Mds USD), alors que les entreprises privées ont fait défaut sur 110 obligations pour un montant de 105 Mds RMB (soit près de 17 Mds USD). Certaines études prédisent une forte augmentation du nombre de défauts obligataires des SOE en 2021. Les risques de contagion, pesant sur la stabilité financière, sont importants dans la mesure où de nombreuses entreprises chinoises sont garantes des dettes d'autres entreprises.

Politiques fiscales : le MOF annonce la prolongation de certaines mesures fiscales et tarifaires préférentielles afin de poursuivre le soutien aux entreprises

Le mardi 23 mars, le Ministère des Finances et l'Administration Nationale des Impôts ont annoncé la prolongation, jusqu'au 31 décembre 2021, de certaines mesures d'allégement fiscal mises en place en 2020 en soutien aux entreprises pendant la crise. Conformément au communiqué officiel :

- Les petites entreprises contribuables de la province du Hubei continueront de bénéficier d'un allégement sur l'impôt sur les sociétés (taux d'imposition à 3%) et sur la TVA (taux d'imposition à 1%) jusqu'à fin 2021 ;
- Les entreprises de l'industrie cinématographique continueront de bénéficier d'une exonération de la TVA ;
- Le personnel médical et les agents employés dans la lutte contre l'épidémie continueront de bénéficier d'une exonération de l'impôt sur le revenu et sur les primes obtenues ;
- Les entreprises mobilisées dans la gestion et le contrôle de l'épidémie continueront de bénéficier d'une fiscalité préférentielle (investissements en équipement et en matériel exonérés d'impôt et remboursement de crédit d'impôt sur la TVA) ;

- Les services de transports en commun et de subsistance aux personnes continueront d'être exonérés de TVA ;
- Les dons des entreprises et particuliers aux organisations d'utilité publique œuvrant dans la lutte contre l'épidémie et aux hôpitaux ouvrent droit à des réductions d'impôt.

Le communiqué indique que les taxes et redevances perçues sur la période du 1^{er} janvier 2021 à l'annonce, répondant aux critères de réduction ou d'exonération d'impôt conformément aux dispositions de l'annonce, pourront être déduites ou remboursées au contribuable.

Malgré une normalisation de la politique monétaire, les autorités signalent donc la poursuite de politiques de soutien ciblées aux acteurs économiques affectés par la crise. Pour rappel, en janvier, la PBoC avait également demandé aux banques d'accorder des délais de remboursement des prêts contractés par les PME au-delà de la date limite du 31 mars. Lors des *Lianghui*, dans le Rapport sur le Travail du gouvernement, le premier ministre Li Keqiang avait déclaré que les quotas de *relending* et de *rediscount* - déjà augmentés en 2020 en vue d'offrir des prêts aux petites et moyennes entreprises à des taux d'intérêt avantageux - seraient encore élargis.

Soutien aux entreprises : mise en œuvre de certaines politiques en faveur de l'innovation des entreprises et prolongation du dispositif de soutien de la PBoC aux PME à l'issue de la réunion du Conseil des affaires d'Etat du 24 mars

Afin de mettre en œuvre les mesures indiquées dans le *Rapport sur le travail du gouvernement* destinées à promouvoir l'innovation des entreprises, il a été décidé lors de la réunion du Conseil des Affaires d'Etat que : 1. le taux de déduction de taxe supplémentaire pour les dépenses en R&D des entreprises manufacturières passerait de 75% à 100% à partir du 1^{er} janvier 2021. La mise en œuvre de cette politique devrait entraîner une déduction de taxe supplémentaire de 80 Mds RMB cette année sur la base de 360 Mds RMB l'an dernier ; 2. les deux « *outils de politique monétaire directs à l'économie réelle* [traduction littérale] » mis en place en juin 2020, seraient prolongés jusqu'à la fin 2021. Il s'agit d'un différé de remboursement du principal et des intérêts sur les prêts accordés aux petites et microentreprises. Il convient de noter qu'elle avait déjà été prolongée une fois jusqu'au 1^{er} trimestre 2021. Par ailleurs, la PBoC poursuivra sa politique d'incitation aux banques concernées en prenant en charge 1% du principal du prêt ainsi que des conditions préférentielles sur 40% du principal.

Finance verte : la China Development Bank émet pour la première fois une obligation verte « carbon neutral » pour un montant de 20 Mds RMB (3 Mds USD) à trois ans

Le 18 mars, la *China Development Bank*, l'une des principales banques de développement au monde et la plus importante *Policy Bank* chinoise, a émis sa première obligation verte « *carbon neutral* » d'une maturité de 3 ans et avec un coupon annuel de 3,07%, pour un montant total de près de 20 Mds RMB (3 Mds USD). Il s'agit de la première obligation verte « neutre en carbone » certifiée par l'organisation *Climate Bonds Initiative*. Les principaux investisseurs comprennent Shanghai Pudong Development Bank (SPDB), Bank of China et ICBC. Les fonds levés serviront à financer des projets d'énergies renouvelables (énergie éolienne, énergie solaire et photovoltaïque

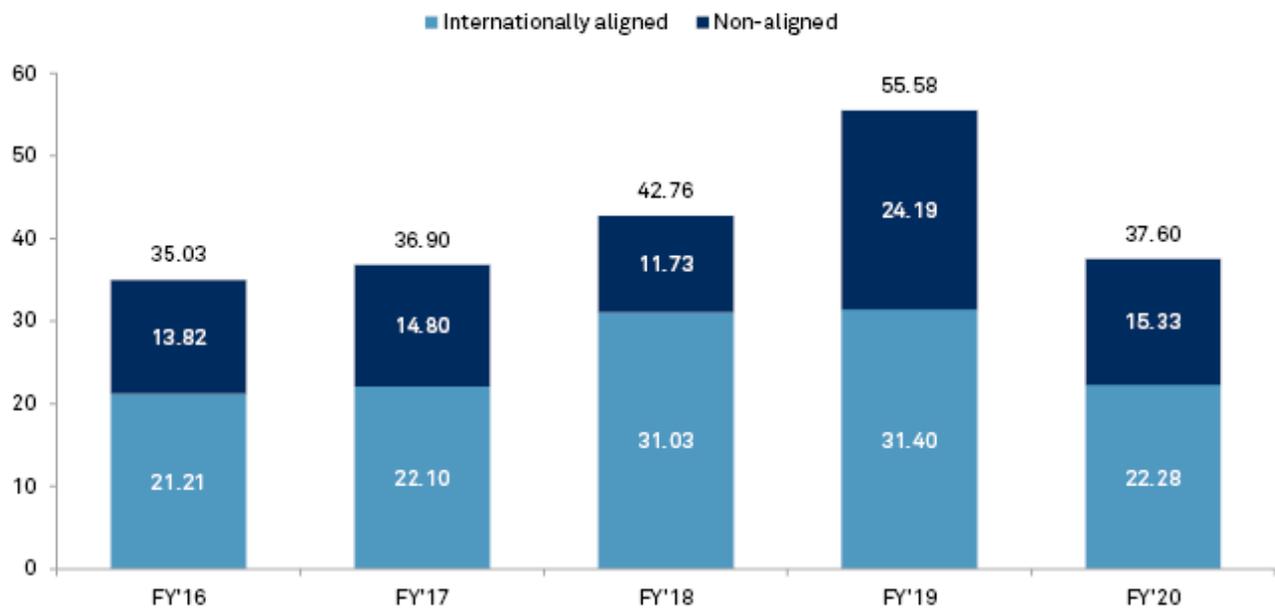
notamment) au service de la décarbonisation de la production énergétique. L'obligation sera ajoutée à l'indice *Carbon Neutral Bond* de la *Shanghai Clearing House*.

En février, des obligations vertes neutres en carbone avaient également été émises sur le marché obligataire interbancaire (CIBM), pour un montant de 6,4 Mds RMB (992 M USD), par 6 entreprises (China Three Gorges Corporation, China Huaneng Group, State Power Investment Corporation Limited, China Southern Power Grid Company, Yalong River Hydropower Development Company et Sichuan Province Airport Group), les fonds levés devant financer des projets d'infrastructures vertes et d'énergies renouvelables.

Lors des *Lianghui*, les autorités ont réitéré leur volonté de développer la finance verte, dans la perspective de l'objectif d'atteindre le pic d'émissions carbone en 2030 et la neutralité carbone en 2060. Le développement de la finance verte a ainsi été identifié comme un objectif dans le 14^{ème} Plan Quinquennal et dans la feuille de route annuelle de la PBoC pour l'année 2021, rendue publique en janvier.

Pour rappel, en 2019, les émissions d'obligations vertes chinoises avaient crû de 33% en g.a. pour atteindre 386 Mds RMB (55 Mds USD), selon le Rapport annuel de la *China Central Depository & Clearing Co*. En 2020, ce montant avait nettement reculé en raison de la crise du Covid, s'élevant à 246 Mds RMB (38 Mds USD), selon la *Climate Bonds Initiative*. Cependant, seulement 60% de ces obligations répondaient aux standards internationaux en matière d'obligations vertes (la Chine inclut notamment des projets de « charbon propre » comme pouvant être financés par les émissions vertes et le pourcentage alloué au financement des besoins en fonds de roulement dépasse très largement les normes internationales limitant ce financement à 5%). Cet écart explique que l'appétence des investisseurs institutionnels internationaux vis-à-vis des obligations vertes chinoises demeure relativement limitée. Selon S&P Global, malgré la baisse du volume d'émissions en 2020, la Chine est le pays émetteur le plus actif au monde (4^{ème} rang mondial en incluant uniquement les obligations alignées sur les normes internationales). Les émissions d'obligations vertes chinoises devraient croître fortement à l'avenir.

Volume of Chinese green bond issuance (US\$B)*



Data compiled Feb. 8, 2021.

* Volume includes bonds aligned with international standards and bonds aligned only with local standards.

Internationally aligned green bonds are limited to those where at least 95% of proceeds are designated for green projects aligned with the Climate Bonds Taxonomy.

Source: Climate Bonds Initiative

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations UE – Chine : le Conseil de l'Union européenne a adopté des sanctions en réponse à la situation au Xinjiang

Le Conseil de l'UE a adopté le 22 mars des sanctions en réponse à la situation au Xinjiang, sur le fondement du régime de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme.

Ainsi, quatre individus et une entité sont visés par les mesures restrictives européennes (gel des avoirs dans l'UE ; interdiction aux personnes et entités de l'UE de mettre des fonds des personnes visées des fonds/ressources économiques ; interdiction de visa) :

1. ZHU Hailun: ancien secrétaire du Comité des affaires politiques et juridiques de la région autonome du XI (XUAR) ; ancien vice-secrétaire du Comité du PCC pour la XUAR ; ancien vice-président du 13e congrès populaire de la XUAR
2. WANG Junzheng : secrétaire du PCC au sein de XPCC ; vice-secrétaire du comité du PCC pour la XUAR ; commissaire politique de XPCC ; PDG du groupe China Xinjiang ; Ancien secrétaire du comité des affaires politiques et juridiques de la XUAR
3. WANG Mingshan : Membre honoraire du comité du PCC de la XUAR ; Secrétaire du comité des affaires politiques et juridiques de la XUAR ; Ancien directeur et secrétaire du PCC du bureau de la sécurité publique de la XUAR (XPSB)
4. CHEN Mingguo : Directeur du XPSB ; Vice-président du gouvernement de la XUAR
5. Le bureau de la sécurité publique de la XPCC (Xinjiang Production and Construction Corps) : entité en charge de la mise en œuvre des politiques du XPCC relative aux questions de sécurité y compris la gestion des centres de détention.

Le Service européen pour l'action extérieure et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères ont communiqué sur l'adoption de ces nouvelles sanctions européennes dans le cadre d'un paquet global. Ainsi, après les sanctions du début du mois ciblant la Russie, les mesures du 22 mars ciblent au total onze personnes et quatre entités responsables de violations graves des droits de l'homme dans six pays (Chine, Corée du Nord, Libye, Russie, Soudan du Sud, Erythrée).

La Chine a immédiatement répliqué en publiant une liste de 14 personnes/entités européennes visées par diverses mesures restrictives (interdiction de visa personnel et familial pour accéder au territoire de Chine continentale, HK et Macao ; gel des avoirs ; interdiction de relations commerciales avec la Chine). Sont visés :

1. Des académiques et instituts de recherche : Adrian Zenz, Bjorn Jerden (directeur du centre national suédois sur la Chine), le MERICS, l'Alliance for democracies foundation (DK) ;
2. Des eurodéputés : Raphael Glucksmann, Reinhard Butikofer, Miriam Lexmann, Michael Gahler, Ilhan Kyuchyuk ;
3. Des parlementaires : Sjoerd Wiemer Sjoerdsma (NL), Samuel Cogolati (BE), Dovile Sakaliene (LT) ;

4. Des institutions politiques européennes : le comité politique et de sécurité du conseil européen (COPS), le sous-comité aux droits de l'Homme du Parlement européen.

Selon le communiqué chinois, ceux-ci sont accusés « de porter gravement atteinte à la souveraineté et aux intérêts de la Chine et de propager des mensonges et de la désinformation ».

Le Canada et le Royaume-Uni ont adopté le même jour de nouvelles sanctions visant les mêmes personnes que l'UE en indiquant qu'il s'agissait d'une action coordonnée entre alliés. De même, les Etats-Unis ont sanctionné le 22 mars deux des quatre responsables chinois identifiés par l'UE (Wang Junzheng et Chen Mingguo). Ces pays ont publié un communiqué conjoint (signé également par la Nouvelle-Zélande), faisant référence aux sanctions de l'UE. Pour mémoire, ces trois pays s'étaient déjà coordonnés en janvier dernier pour l'adoption de sanctions et les Etats-Unis avaient mis en place des sanctions dès juillet 2020.

Investissements chinois en France : rapport de Business France sur les IDE

Selon le rapport annuel des investissements étrangers en France en 2020 publié par Business France, 53 projets d'investissements chinois (à comparer à 65 en 2019) ont vu le jour en 2020 créant ou maintenant 1 700 emplois en France (+24 %). D'après la Banque de France, le stock d'IDE chinois en France atteignait de 8,5 Mds EUR en 2019 (11^e investisseur étranger). D'après Orbis, plus de 900 (+100 en 2020) entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur originaire de Chine continentale ou de Hong Kong.

La majeure partie des projets, créant également le plus d'emploi, ont concerné les secteurs « transport, stockage », « prestations informatiques », « constructeurs automobiles et équipementiers » et « agro-alimentaires ».

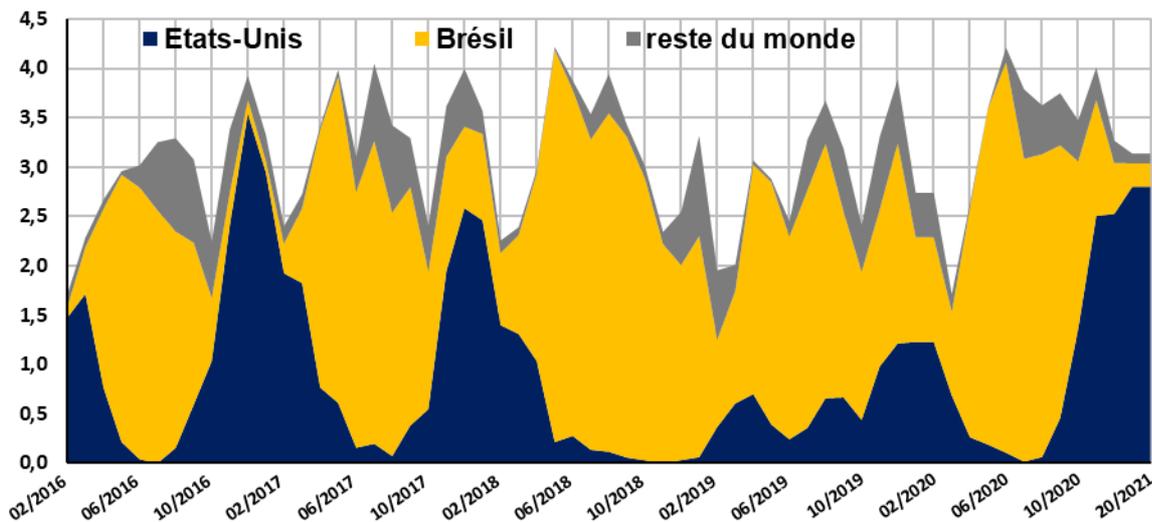
Relation Chine - US : forte hausse des achats chinois de produits agricoles américains

En dépit des tensions politiques sino-américaines, la Chine a largement augmenté ses achats de produits agricoles américains (maïs et soja en particulier). Au cours de la semaine du 14 au 20 mars, près de 4 millions de tonnes de maïs ont été vendues selon le département de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA). 5 millions de tonnes avaient déjà été livrées en janvier et février dernier. En comparaison, [selon l'USDA et l'USTR](#), les Etats-Unis ont exporté 8,7 millions de tonnes de maïs entre janvier et octobre 2020.

Selon [les données de l'USDA](#), les achats du soja américain par les importateurs chinois ont également atteint un niveau élevé (28,5 millions de tonnes d'octobre 2020 à janvier 2021, contre 10,7 millions de tonnes l'année précédente).

Selon le [PIE](#), sur les deux premiers mois de l'année 2021, les importations chinoises de produits agricoles américains ont atteint 77 % des montants visés par le *phase-1 deal* (8,7 Mds USD sur 11,4 Mds USD). L'engagement prévu pour l'année 2021 est 43,5 Mds USD. La Chine avait atteint 64 % de ses engagements d'importations de produits agricoles en 2020 (23,6 Mds USD sur 36,5 Mds USD).

Dans le cadre du *phase-1 deal*, signé entre la Chine et les Etats-Unis en janvier 2020, la Chine s'est engagé à quasiment doubler ses achats de biens et services américains à horizon 2021 (par au niveau pré-guerre commerciale – 2017).

Importations chinoises de soja (Mds USD) selon la provenance :

Source : Global Trade Atlas

Relations Chine – US : La *Securities and Exchange Commission* (SEC) commence à déployer une loi visant à retirer les entreprises chinoises de la bourse

La SEC, organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers, a commencé à adopter les mesures de la loi qui excluraient les sociétés étrangères des bourses américaines si elles ne se conforment pas aux normes d'audit américaines.

Le président Trump avait promulgué la loi sur la responsabilisation des sociétés étrangères (*Holding Foreign Companies Accountable Act*) en décembre dernier ([voir les brèves de la semaine du 30 novembre 2020](#)) visant à retirer les sociétés chinoises des bourses américaines si elles ne respectent pas les normes d'audit américaines pendant trois années consécutives.

La SEC a déclaré le 24 mars que la réglementation exige que les entreprises prouvent qu'elles ne sont pas détenues ou contrôlées par une entité d'un gouvernement étranger et qu'elles doivent communiquer les noms des membres du conseil d'administration qui sont des responsables du parti communiste chinois.

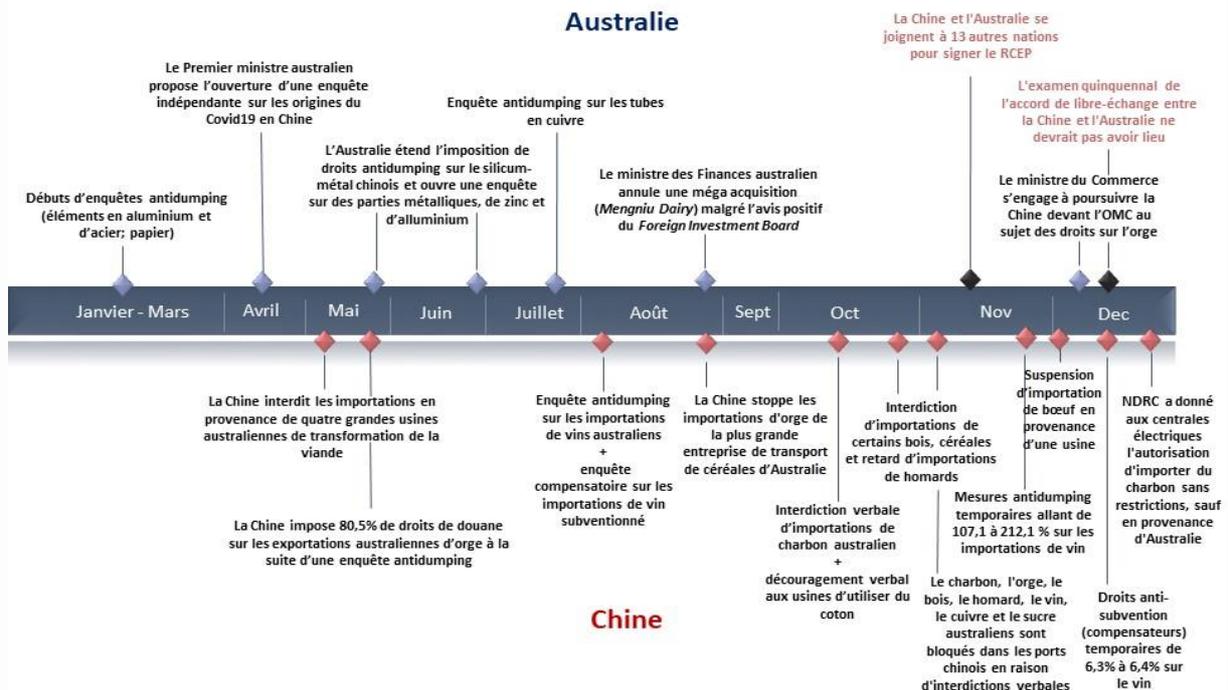
Le 17 mars, la Cour populaire suprême chinoise [a conféré](#) au nouveau tribunal financier de Pékin une compétence extraterritoriale. Celui-ci sera compétent pour les litiges relatifs aux valeurs mobilières et impliquant des sociétés chinoises ou étrangères cotées à l'étranger, ainsi que dans les cas de violations légales présumées par des "fournisseurs étrangers d'autres produits ou services financiers".

Relations Chine – Australie : le différend sur l'orge est porté devant l'OMC

Les autorités australiennes ont annoncé le 22 mars avoir saisi l'OMC afin d'établir un groupe spécial de règlement des différends après l'échec des tentatives de règlement du litige avec la Chine en janvier dernier. L'Australie avait [indiqué la possibilité](#) de porter plainte devant l'OMC en novembre 2020.

La relation entre Pékin et Canberra a connu une dégradation certaine à la suite d'une demande en avril 2020 de la part du gouvernement australien pour une enquête indépendante sur l'origine du coronavirus en Chine. La Chine a imposé 80,5 % de droits de douane sur l'orge australien en mai 2020 et a suspendu les importations du *CBH Group*, un important producteur de céréales. La Chine représentait un débouché pour 70 % des exportations d'orge australien en 2019. D'autres produits ont été ciblés tels que le charbon, le bois et le vin.

Chronologie des tensions commerciales sino-australiennes en 2020



Sanctions commerciales chinoises envers l'Australie					
Marchandise concerné	Type de mesure	Date	Durée	Justification	Conséquences (estimations)
Viande (bœuf)	<ul style="list-style-type: none"> - 4 abattoirs interdits d'exporter - Ajout d'un 5^e (Queensland meatworks) - Ajout d'un 6^e (Meramist Pty Ltd) Ajout d'un 7^e et 8^e abattoirs 	11/05/2020 08/12/2020 09/10/2020	Temporaire	Mesure sanitaire Manquements en matière d'inspection et de quarantaine (manquement à des obligations de marquage)	/
Orge	Imposition de droit de douane de 80,5% (73,6% anti dumping et 6,9% droits de douane) Suspension des exportations de CBH Group (exportateur)	18/05/2020 31/08/2020	Temporaire	Défense commerciale Mesure sanitaire (enquête initiée 18 mois auparavant)	La Chine représentait un débouché pour 70% des exportations d'orge australien
Vin	Enquête anti-dumping Enquête antisubventions Marchandises bloquées Mesures anti-dumping – imposition de droits de douanes de 107,1% à 212,1%	18/08/2020 31/08/2020 06/11/2020 28/11/2020 10/12/2020	Mesures antidumping temporaires (caution) jusqu'en août 2021	Défense commerciale Enquête initiée par des fabricants de vin chinois	Le vin australien représentait environ 37% des importations de vin en Chine

	Mesures anti-dumping – ajout de taxes complémentaires de 6,3 à 6,4%				
Charbon	Interdiction d'importer Mise en place de quotas envisagée	12/10/2020	Indéfinie	Défense commerciale	/
Coton Et laine (simplement mentionné)	Découragement à l'importation Interdiction de décharger	16/10/2020 06/11/2020	/	/	750 MUSD (2019) 64% du coton australien est exporté en Chine
Bois	Interdiction d'importer de la province du Queensland Marchandises bloquées Interdiction d'importer de la province de Victoria Etendu à la Tasmanie et Australie du sud	30/10/2020 06/11/2020 11/11/2020 09/12/2020	Susceptible d'ajustements ultérieurs	Mesure sanitaire (présence de peste et d'insectes non-indigènes)	Réduction de 1% des exportations vers la Chine (estimation)
Blé	Suspension des importations d'Emerald Grain (exportateur)	30/10/2020	Menace non mise à exécution – en suspend	/	394 MUSD (estimation)

Homard/ langouste	Report des importations Marchandises bloquées	30/10/2020 06/11/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	94% des 752 MUSD d'exportations de homard/langouste d'Australie sont allés à la Chine en 2018-19
Sucre	Marchandises bloquées	06/11/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	/
Cuivre	Marchandises bloquées	06/11/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	/
Mouton	Interdiction d'importer (Australian Lamb Co. and JBS Brooklyn)	09/12/2020		/	578 MUSD

Retour au sommaire ([ici](#))



Climat des affaires

Crédit export : l'assurance-crédit export sera renforcée

Le 12 mars, le ministère chinois du Commerce (MofCom) et la société d'assurance de crédit export de la Chine (Sinosure) ont conjointement publié une [circulaire](#) pour promouvoir l'assurance-crédit export en Chine. Le 14^e plan quinquennal mentionne l'utilisation renforcée du crédit export pour développer le commerce extérieur.

En particulier, le document prévoit que Sinosure garantira l'assurance-crédit export à court terme pour faciliter le remboursement aux entreprises pénalisées par la pandémie et utilisera l'assurance-crédit export à moyen et long terme pour soutenir les exportations des secteurs des télécommunications, des énergies nouvelles, de la construction navale, et du transport ferroviaire. Le document mentionne également que le MofCom et Sinosure considéreront l'utilisation de l'assurance-crédit export dans le secteur des services.

Investissements étrangers : la procédure d'autorisation des investissements étrangers dans les secteurs encouragés est simplifiée

Le 22 mars, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a publié [un communiqué](#) (entré en vigueur immédiat) pour annoncer la simplification de la procédure d'approbation pour les investissements étrangers dans les secteurs encouragés. En particulier, pour les IDE dont le montant total est en dessous de 30 MUSD, aucune approbation auprès de la NDRC ne sera nécessaire, mise à part une notification. Pour les IDE dont le montant se situe entre 30 MUSD et 300 MUSD, la procédure d'approbation sera déléguée aux autorités provinciales du développement et de la réforme.

Les secteurs encouragés comprennent actuellement 480 industries listées dans [le Catalogue des industries encouragées pour les investisseurs étrangers pour l'année 2020](#), publié conjointement par la NDRC et le MofCom en décembre dernier. Le Catalogue encourage notamment les investissements dans certains secteurs des matières premières, des composants, des machines industrielles, et des services ([voir les brèves de la semaine du 4 janvier 2021](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))



Industrie et numérique

Santé : la production journalière de vaccins contre le Covid-19 atteint 5 M de doses selon le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT)

Selon le ministre Xiao Yaqing, la production quotidienne de vaccins a désormais atteint [5 M de doses](#) ; elle s'élevait à 1,5 M de doses depuis le 1^{er} février. Selon plusieurs observateurs, la Chine pourrait ainsi disposer de suffisamment de doses pour immuniser 40% de sa population (soit plus de 500 M de personnes) d'ici juillet, l'objectif fixé par le gouvernement.

Les producteurs de vaccins ont en effet annoncé stimuler leur production : Sinovac (vaccin CoronaVac) a indiqué étendre sa capacité de production annuelle à [2 Mds de doses d'ici juin](#). Selon *Reuters*, les laboratoires chinois seraient en mesure de produire 3,6 Mds de doses d'ici la fin de l'année. Pour mémoire, en février, 3,56% de la population chinoise était vaccinée. Cette semaine, les autorités hongkongaises ont annoncé le retrait du vaccin Pfizer Biotech du marché.

International : Huawei et ZTE postulent au statut de fournisseurs approuvés pour la 5G en Inde

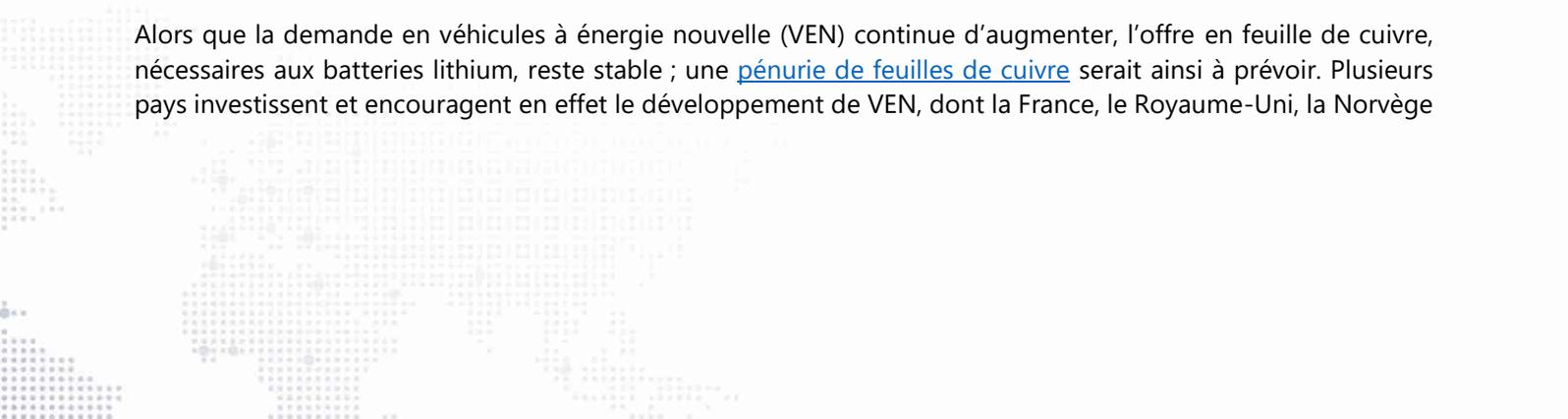
Selon l'*EconomicTimes*, Huawei et ZTE [répondent aux critères d'éligibilité](#) pour être définis comme « sources d'équipements de télécommunications de confiance » en Inde.

Le département des télécommunications indien s'apprête à lancer, en juin prochain, un portail en ligne contenant la liste finalisée de tous les fournisseurs approuvés. Ce portail sera notamment utile pour la procurement en équipements de télécommunications. Selon l'article, d'autres équipementiers (Nokia, Ericsson) mais aussi fabricants de semi-conducteurs (Samsung, Intel, Qualcomm) font l'objet d'examen pour une possible inclusion sur la liste de « confiance ».

Ces réglementations s'inscrivent en vue du déploiement prochain de la 5G en Inde, annoncé à fin 2021-début 2022. La possible éligibilité de Huawei et ZTE s'inscrit surtout dans un contexte où le gouvernement indien avait pris une série de [mesures](#) rendant les opérations d'entreprises chinoises en Inde difficiles, alors que les tensions à la frontière sino-indienne s'accroissent. Le département des télécommunications avait en effet publié, début mars, des amendements imposant des conditions supplémentaires dans l'approvisionnement d'équipements télécoms pour raison de sécurité nationale. Dans ce contexte tendu, 177 applications chinoises avaient également été interdites en Inde (118 en septembre, puis 59 supplémentaires en janvier dont TikTok et WeChat).

Matières premières : vers une pénurie de feuille de cuivre ?

Alors que la demande en véhicules à énergie nouvelle (VEN) continue d'augmenter, l'offre en feuille de cuivre, nécessaires aux batteries lithium, reste stable ; une [pénurie de feuilles de cuivre](#) serait ainsi à prévoir. Plusieurs pays investissent et encouragent en effet le développement de VEN, dont la France, le Royaume-Uni, la Norvège



mais aussi la Chine, qui met en avant l'objectif d'atteindre une part d'un cinquième de VE dans les véhicules nouvellement produits en 2025. Or les VEN nécessitent du cuivre à la fois dans les batteries mais également dans le *packaging* des puces embarquées. Il serait estimé qu'un déficit de 10 M de tonnes de feuilles de cuivre serait à prévoir d'ici 2028 – un chiffre qui représente 40% de la demande de feuille de cuivre de 2017.

Cette pénurie de feuilles de cuivre pourrait entraîner une hausse des coûts pour les fournisseurs de CCL (*copper clad laminates*) et de circuits intégrés, qui [prévoiraient déjà d'augmenter les prix](#). Les fonderies étant susceptibles d'augmenter leurs prix au S2-2021, de nombreux concepteurs de circuits intégrés ont déjà commencé à envisager des hausses de prix. Les sociétés de conception de circuits intégrés n'auront ainsi d'autre choix que de répercuter directement l'augmentation des coûts sur les clients en aval si leurs partenaires fondeurs augmentent leurs prix au S2-2021.

Textiles et luxe : boycott d'entreprises occidentales à la suite des sanctions contre la Chine adoptées par l'UE

A la suite des sanctions adoptées par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'UE le 22 mars à l'encontre de la Chine au regard de la situation des droits de l'Homme au Xinjiang, les autorités chinoises ont réagi par plusieurs canaux. Outre l'adoption immédiate de sanctions à l'encontre de responsables et entités européennes, et des critiques virulentes de la presse officielle qui semble ouvrir la voie à une sorte de découplage idéologique entre l'Occident et la Chine, semble notamment être organisée une campagne de boycott. Celle-ci se limite pour le moment aux entreprises ayant renoncé à utiliser du coton produit au Xinjiang : les plateformes d'e-commerce, comme Taobao, Pinduoduo, ont par exemple ainsi retiré les produits de la marque H&M, qui avait, l'année dernière, renoncé publiquement à utiliser du coton du Xinjiang en raison des allégations de travail forcé.

Dans la foulée, des campagnes de boycott des entreprises étrangères, ont débuté cette semaine. Les premières entreprises visées ont été H&M et Nike, pour leur condamnation du travail forcé au Xinjiang. En outre, la Better Cotton Initiative (BCI) est pointée du doigt pour avoir déclaré en octobre 2020 (réaffirmé en mars 2021) ne plus travailler au Xinjiang à cause des pratiques de travail forcé. Cette situation continue d'évoluer rapidement, alimentée par les réseaux sociaux.

Retour au sommaire ([ici](#))



Développement durable, énergie et transports

Climat : présentation, devant la secrétaire exécutive de la CCNUCC et l'envoyé spécial pour le climat, d'études estimant possible le rehaussement de l'ambition climatique chinoise

Le GEIDCO (*Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization*) a organisé le 18 mars dernier une [conférence](#) de présentation d'études consacrées au pic d'émissions et à la neutralité carbone par la construction d'une interconnexion de l'énergie en Chine. Ont notamment participé à cette conférence M. XIE Zhenhua, envoyé spécial pour les affaires du changement climatique, Mme ESPINOSA, secrétaire exécutive de la CCNUCC, M. LU Xinming, directeur général adjoint de la lutte contre le changement climatique du ministère de l'Ecologie et de l'Environnement, ainsi que des représentants de la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) et l'Administration nationale de l'Énergie (NEA).

M. LIU Zhenya, président de la GEIDCO et ancien président de *State Grid*, a présenté les principaux résultats de ces études. Il est d'abord revenu sur la notion essentielle d'interconnexion de l'énergie, c'est-à-dire une plateforme fondée sur la production par énergie propre et appuyée par des infrastructures de lignes à haute tension et des mécanismes de *Smart Grid* pour le transport et la distribution.

Les études proposent un scénario de baisse des émissions en trois étapes : (i) un pic d'émissions à 4,5 Mds t-éq-CO₂ en 2025 dans le secteur d'électricité et un pic d'émissions à 10,9 Mds t-éq-CO₂ pour l'ensemble de la société en 2028 ; (ii) l'atteinte de la neutralité carbone dans le secteur d'électricité dès 2050 et (iii) la neutralité carbone globale autour de 2055. Les études indiquent en outre que le coût marginal de la réduction d'émissions à l'aide d'une interconnexion d'énergie serait beaucoup plus bas que les autres plans de réductions d'émissions, 34 euros par tonne contre 90 euros par tonne. Le scénario présenté par la GEIDCO est plus ambitieux que les engagements du Président XI Jinping sur le pic d'émissions et la neutralité carbone ([cf. brèves du SER de la semaine du 21 septembre 2020](#)) et que les scénarios proposés par l'Institut du changement climatique et du développement durable (ICSD) ([cf. brèves du SER de la semaine du 12 octobre 2020](#)).

Par ailleurs, M. LU Xinming y a indiqué que la Chine allait accélérer la procédure législative du « Règlement du marché national du carbone (transitoire) » afin que la version définitive soit publiée cette année sans préciser la date exacte. Pour mémoire, M. HUANG Runqiu, Ministre de l'Ecologie et de l'Énergie, a annoncé le lancement des premiers échanges effectifs du marché national du carbone avant la fin juin de cette année ([cf. brèves du SER de la semaine du 1^{er} mars 2021](#)).

Énergie : bilan de dix ans de campagne de recherche de ressources en hydrocarbures

Le ministère des Ressources naturelles a récemment organisé une [conférence de presse](#) pour présenter les résultats de l'« action stratégique » de recherche des ressources minérales, initiée en 2011 et qui a pris fin en décembre 2020. Pendant ces dix années, la Chine a découvert 10,1 Mds tonnes de réserves de pétrole et 6 850 Mds m³ de gaz, 17 champs pétroliers d'une taille supérieure à 100 Mt et 21 champs gaziers d'une taille supérieure à 100 Mds m³. L'exploitation des hydrocarbures se déplace progressivement vers la région de l'ouest et vers le grand large : les réserves pétrolières découvertes et la production de pétrole dans l'ouest représentent respectivement 62 % et 34 % des volumes totaux en Chine ; pour les réserves et la production de gaz, les

proportions dans l'ouest sont de 85 % et de 84 % ; la production pétrolière et gazière offshore représente aujourd'hui 25 % de la production domestique totale.

Pour mémoire, bien que la Chine annonce de multiples plans pour préparer sa transition énergétique bas carbone, notamment suite à l'engagement du Président Xi Jinping d'augmenter à 25 % la part des énergies non-fossiles dans le bouquet de consommation énergétique, elle souligne concomitamment l'importance de la sécurité énergétique domestique, en ajoutant pour la première fois un indicateur relatif à la capacité de production énergétique totale (fossile et non-fossile) dans le quatorzième plan quinquennal.

Aéronautique : Air China achète 18 Airbus A320neo au loueur d'avions GECAS

Air China a annoncé le 18 mars [l'acquisition de 18 appareils Airbus A320neo](#) auprès de l'entreprise AFS Investments Inc, filiale du loueur d'avion GECAS. Ce contrat de vente est estimé à 2,24 Md USD au prix catalogue, pour des livraisons qui vont s'échelonner d'aujourd'hui à 2022. Avec une reprise du trafic intérieur chinois et un contrôle de l'épidémie de COVID-19 sur le plan national, Air China anticipe sur croissance de ses besoins de capacités l'an prochain. L'augmentation de sa flotte d'appareils monocouloirs devrait venir densifier l'offre de services aériens d'Air China dans ses hubs de Pékin et Chengdu.

Cette annonce de la compagnie chinoise intervient dans le contexte de la réorganisation des activités du groupe américain GE, qui a récemment informé de son intention de [fusionner sa filiale GECAS](#) avec la société irlandaise de location d'avion AerCap, donnant naissance à la plus grande entreprise mondiale de *leasing* (environ 3000 avions commerciaux).

Transport : baisse du trafic passager lors des festivités du nouvel an chinois par rapport à l'année dernière

Le 23 mars, le ministère des transports a présenté lors d'une conférence de presse les principaux indicateurs pour les deux premiers mois de l'année 2021 :

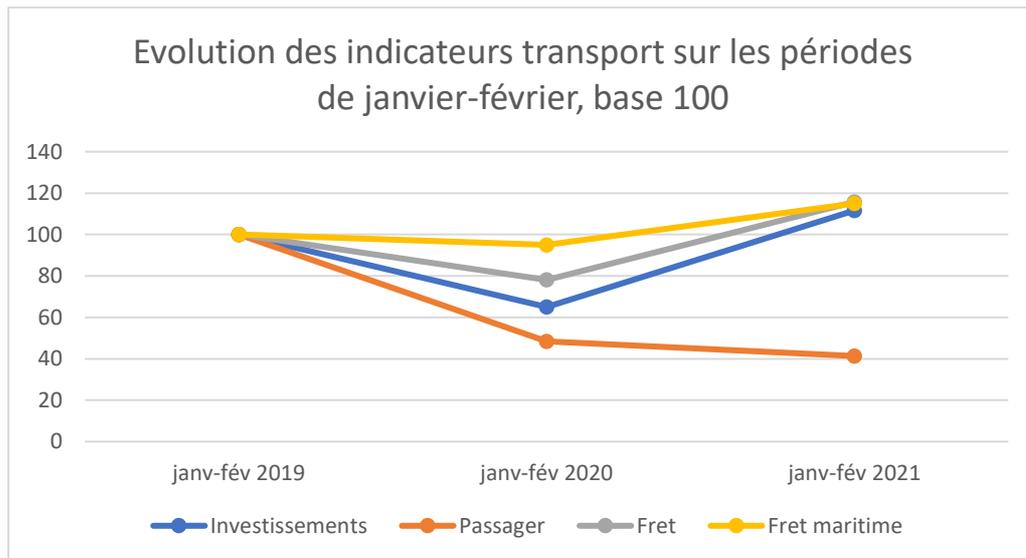
	Janv.-fév. 2021	Janv.-fév. 2020	Janv.-fév. 2019
Investissements dans les infrastructures (en Md rmb)	302,3	176,1	270,9
Trafic passager (en Md de trajets)	1,24	1,45	3,00
Fret (en Md de tonnes)	6,76	4,56	5,84
Fret maritime (en Md de tonnes)	2,3	1,9	2,0

La comparaison entre périodes homologues de janvier et février en 2020 et 2019 permet de mesurer les impacts de la crise sanitaire, survenue en janvier 2020, et du rebond épidémique qu'a subi la Chine en janvier 2021. Elle permet également de lisser l'impact des festivités du nouvel an lunaire, période durant laquelle les Chinois effectuent traditionnellement des trajets interprovinciaux pour se réunir en famille.

En 2020, les mesures de lutte contre l'épidémie ont été déclenchées alors que la plupart des Chinois avaient déjà rejoint leur famille pour les fêtes. La baisse du trafic passager de 2020 par rapport à 2019 s'explique principalement par l'étalement des retours dans les bassins d'emplois, qui ont été reportés de plusieurs semaines

du fait des restrictions de déplacement. En 2021, l'alerte a été lancée avant les départs du nouvel an lunaire. La baisse du trafic passager est donc encore plus forte qu'en 2020, malgré une situation sanitaire largement moins grave qu'en 2020.

Les indicateurs plus directement liés à l'activité économique (investissements, fret), montrent eux que l'activité en 2020 a retrouvé un niveau supérieur à celui de 2019.



Source : ministère des transports et bureau national des statistiques

Développement durable : cinquième réunion de la Ministérielle sur l'action climatique (MoCA) réunissant une trentaine de pays, sous l'initiative de l'Union Européenne, du Canada et de la Chine

Le 23 mars, la Chine a hébergé la réunion annuelle du MoCA. Ce format se réunit annuellement depuis 2017, à l'initiative de l'Union Européenne, du Canada et de la Chine. Il associe des représentants de rang ministériel ou de haut-niveau d'une trentaine de pays, dont des Etats-membres de l'Union Européenne. La France était cette année représentée par Mme Barbara Pompili. Etaient notamment présents le secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio GUTERRES, la secrétaire exécutive de la CCNUCC, Mme Patricia ESPINOSA, le président de la COP26, M. Alok SHARMA, le vice-président exécutif de la Commission européenne, M. Frans TIMMERMANS, et l'envoyé spécial pour le climat états-unien, M. John KERRY.

Cette réunion était présidée par le ministre de l'Ecologie et de l'environnement, M. HUANG Runqiu, accompagné par l'envoyé spécial pour le climat, M. XIE Zhenhua. Les représentants chinois ont rappelé les engagements chinois de neutralité carbone à l'horizon 2060 et d'atteinte du pic d'émission avant 2030. Ils ont notamment souligné que le 14^e plan quinquennal adopté ce mois prévoyait de renforcer le contrôle des émissions de gaz à effet de serre non-CO2, comme le méthane. XIE Zhenhua a souhaité la bienvenue aux Etats-Unis pour leur retour dans l'Accord de Paris et a souhaité qu'ils rattrapent leur retard et retrouvent leur « leadership ».

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Shanghai : l'investissement étranger atteint 20,2 Mds USD en 2020, +6,2 %

La municipalité de Shanghai a publié les chiffres d'investissements directs à l'étranger (IDE) pour l'année 2020. Contre toute attente, les IDE ont augmenté de +6,2 % en 2020, atteignant 20,2 milliards USD et 51,6 milliards USD en valeur totale de contrat signés. La croissance des IDE est tirée par l'investissement dans le secteur tertiaire avec 19,1 milliards USD soit 94,5 % du total réellement investi (+10,6 %). L'industrie manufacturière compte pour 5,4 % du total réellement investi avec 1,1 milliard USD (-36,1 %). Les pays participant à l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (Belt and Road Initiative) comptent pour 11,1 % des IDE 2020 à Shanghai. 5 751 nouvelles entreprises investies par l'étranger ont été enregistrées, en baisse de 15,4 % par rapport à 2019.

Source : [Bureau des statistique de Shanghai](#)

Retour au sommaire ([ici](#))



Hong Kong et Macao

Hong Kong

Actualité monétaire : le dollar hongkongais demeure du côté de la borne forte de son ancrage au dollar US

Depuis le début de l'année, les pressions à la hausse sur le dollar hongkongais ont été plus modérées qu'en 2020, la devise fluctuant dans une zone comprise entre 7,7515 et 7,7691 HKD pour 1 Dollar US, ne nécessitant donc pas pour l'instant de nouvelles interventions de change de la HKMA. Le Dollar hongkongais s'est même légèrement écarté de la borne forte de son arrimage au dollar US depuis la fin du mois de février 2021, franchissant à la baisse le seuil des 7,76 USD/HKD pour la première fois depuis près d'un an, notamment en raison des regains de tensions sur la courbe des taux américain. La HKMA était intervenue à 85 reprises en 2020, vendant un total de 383,5 Mds HKD (pour 49,5 Mds USD). A la fin du mois de janvier 2021, les réserves de change de la HKMA s'établissaient à 521 Mds USD (138,8% du PIB), le 8^{ème} niveau mondial.

Bourse : Baidu lève 3,1 Mds USD lors de son introduction en bourse à Hong Kong

L'entreprise chinoise spécialisée dans les services internet a vendu 95 millions d'actions à 252 HKD (32,8 USD) chacune le 17 mars, levant au total 3,1 Mds USD. Après ses premiers échanges à la bourse de Hong Kong le 23 mars, l'action Baidu a clôturé sensiblement au même niveau que son prix d'IPO, ce qui était plutôt inhabituel au cours des derniers mois pour les entreprises du secteur technologique réalisant leur introduction en bourse à Hong Kong, celles-ci voyant généralement leur valorisation augmenter fortement après les premiers échanges.

Bourse : l'indice Hang Seng entre en correction dans le sillage des bourses mondiales

Après un début d'année très dynamique, l'indice boursier Hang Seng Index (HSI) a atteint un pic au 17 février (+13,1% depuis le 1^{er} janvier) dans le sillage de la bourse chinoise. Au cours des 5 premières semaines de l'année, 48 Mds USD d'actions listées à Hong Kong ont été achetées à travers le *Southbound Stock Connect*, soit plus de la moitié des flux acheteurs totaux de l'année 2020.

Cette tendance s'est rompue sous l'effet d'une conjonction de facteurs négatifs, parmi lesquels la hausse des taux longs américains suite au regain de craintes inflationnistes, la poursuite des tensions sino américaines et des sanctions, les annonces moins ambitieuses qu'attendues lors de la présentation du 14^{ème} plan chinois à 6% face à un consensus de marché entre 7 et 8%, et les tensions réglementaires dans le secteur de la Tech en Chine. L'annonce le 24 mars de la mise en application par la S.E.C. du *Holding Foreign Companies Accountable Act* qui permettra de suspendre la cotation aux Etats-Unis de toute firme étrangère ne respectant pas les standards américains en termes d'audit financier est également venue faire peser un risque supplémentaires sur les actions d'entreprises chinoises, celles-ci étant les premières visées par la S.E.C.

Depuis le 1^{er} janvier, les performances du HSI, du HSCEI (regroupant les plus importantes capitalisations chinoises listées à Hong Kong) et du HSTECH (indice des valeurs technologiques listées à Hong Kong) au 26 mars sont respectivement de +2,45%, +0,05% et -5,3%, après des performances de -3,4%, +78,7% et -5,71% en 2020. Après son point haut du 17 février, le HSI s'est depuis contracté de plus de 9% en date du 26 mars le HSCEI de 11,5% et le HSTECH de 26,5%.

Balance des paiements : Hong Kong affiche un important excédent de sa balance des paiements au T4 2020

Hong Kong a enregistré un excédent de sa balance des paiements de 30,1 Mds USD au 4^{ème} trimestre 2020 (2,5 Mds USD au T3-2020). Sur l'ensemble de l'année, l'excédent de la balance des paiements hongkongaise s'établit à 33,9 Mds USD, après un déficit de -1,15 Mds USD en 2019. Le solde courant connaît lui aussi un excédent à 4 Mds USD au 4^{ème} trimestre, en baisse de 30,6% en g.a (5,7 Mds USD au T4 2019). Le compte financier affiche des entrées de capitaux (hors actifs de réserve) de 22 Mds USD, résultant notamment de la contraction des investissements directs à l'étranger (IDE) sortants (- 14,67 Mds USD au T4) face à des IDE entrant en moindre diminution baisse (-3,27 Mds USD). Les flux liés aux « autres investissements » contribuent également de manière positive (+66,85 Mds USD) aux entrées nettes de capitaux à Hong Kong au 4^{ème} trimestre. Les investissements de portefeuille affichent en revanche une contribution négative aux entrées nettes de capitaux (flux nets sortants de 41,33 Mds USD après des flux nets entrants de 30,73 Mds au T3-2020), en raison d'une hausse des investissements de portefeuille hongkongais à l'étranger de 38,68 Mds USD (contre une baisse de 29,43 Mds USD au T3-2020), principalement en raison d'une détention accrue d'actions et de parts de FCP étrangers par les investisseurs hongkongais (+11,3 Mds USD) et de titres de dette étrangère de court-terme par les banques hongkongaises (+18,2 Mds USD).

Commerce extérieur : Hong Kong voit ses exportations croître de 30,4% au mois de février (g.a)

Le commerce extérieur hongkongais continue sa forte reprise en ce début d'année, après s'être contracté en 2020 (-1,5% pour les exportations de biens et -3,3% pour les importations).

Les exportations hongkongaises ont progressé en février de 30,4% (g.a) à 40,5 Mds USD, après une hausse de 44% en janvier. Dans le détail, les exportations de biens à destination de la Chine sont en hausse de 31,9% (g.a) à 22,9 Mds USD en février, celles à destination des Etats-Unis de 34,6% à 2,5 Mds USD et celles à destination de Taiwan de 25,4% à 1,12 Mds USD.

Hong Kong voit dans le même temps ses importations croître de 28% au mois de février (g.a) à 40,5 Mds USD après 37,7% en janvier. La R.A.S a ainsi importé pour 17,2 Mds USD (+33,9% en g.a) de biens en provenance de Chine, 4,2 Mds USD en provenance de Taiwan (+26,7%) et 3,9 Mds USD en provenance de Singapour (+22,7%).

Environnement : le Bureau de l'environnement de Hong Kong a publié le 17 mars 2021 son plan de développement du véhicule électrique «*Hong Kong Roadmap on Popularisation of Electric Vehicles*», avec pour objectif de mettre fin à la vente de voitures à essence d'ici 2035 et d'atteindre zéro émission de carbone pour

les véhicules d'ici 2050. Le réseau d'infrastructure de charge sera porté à 5000 stations publiques et 150 000 installations dans les bâtiments privés d'ici 2025.

Un groupe de travail sera créé dédié aux technologies de décarbonation et à la collaboration avec la *Greater Bay Area*. Un fonds «*Green Tech Fund*» de 26 M USD sera mis en place pour financer la recherche et le développement de technologies vertes, avec un soutien par projet entre 0,32 M USD et 3,86 M USD.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Tourisme : au cours des deux premiers mois de 2021, le nombre de visiteurs à Macao a chuté de -67,3 % en g.a (983 887 personnes). En février, il a chuté de -23,3% (427 122) par rapport à janvier 2021 en raison des mesures prises en Chine pour limiter les déplacements pendant le Nouvel An Chinois mais a augmenté de +173,1% par rapport à février 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))



Taiwan

Export : nouvelle hausse de la demande externe adressée à Taïwan au mois de février

[Pour le douzième mois consécutif, Taïwan enregistre une hausse des commandes export, au mois de février 2021](#), entraînée par le secteur des TIC (tablettes, notebook, serveurs) : le département des statistiques du MOEA annonce ainsi une hausse des commandes de 48,5% par rapport à février 2020 à 42,5 Mds USD (dont 49% seront produites à l'étranger) mais en baisse de 19% par rapport à janvier 2021. Cette hausse des commandes adressées à Taïwan provient principalement des Etats-Unis (28,6% du total; +50,2% par rapport à février 2020), de Chine et Hongkong (25,6%; +48,6%), d'Europe (20,3%; +73,4%, notamment sur le secteur des télécommunications), d'ASEAN (9,6%; +33,2%) et du Japon (5,2%; +45,3%). Au cours des deux premiers mois de 2021, les commandes pour l'export atteignent 95,3 Mds USD, soit une progression de 49% par rapport à la même période en 2020. Pour le mois de mars, le MOEA table également sur une progression de 39% à environ 55 Md USD en soulignant que, si cela se confirme, les commandes export au cours du T1 2021 atteindront un record historique.

TSMC : émission d'obligations pour financer les projets d'augmentation de capacité de production

Suite à la décision prise en février dernier, par son conseil d'administration, portant sur les prochaines émissions d'obligations d'un montant maximum de 1 200 Md TWD au total (un peu plus de 4 Mds USD), [TSMC a récemment annoncé l'émission d'obligations pour un montant de 21,1 Md TWD](#) : 4,8 Md TWD pour celles à échéance à 5 ans (taux d'intérêt nominal de 0,5%), 11,4 Md TWD pour celles de 7 ans (0,55%) et 4,9 Md TWD pour celles de 10 ans (0,6%). Ce projet de financement visera à augmenter les capacités de production, à mettre à niveau les équipements et à renforcer les mesures de prévention de la pollution. Selon le cabinet de conseil IC Insights, il faudrait, pour les pays souhaitant se hisser au niveau de TSMC et Samsung dans les technologies de production, tels que les Etats-Unis, l'UE et la Chine, que chacun investisse au moins 30 Mds USD par an pendant cinq ans. IC Insights estime également qu'en 2021, les dépenses d'investissement des deux premiers fabricants de semi-conducteurs s'élèveront à 55,5 Md USD, creusant ainsi un peu plus leur écart avec leurs concurrents.

Industrie : la production industrielle progresse de près de 3% en février 2021

Selon le ministère de l'économie (MOEA), [la production industrielle a augmenté de 2,96% en février, par rapport à février 2020, soit la 13ème augmentation mensuelle consécutive](#). Largement dépendante du secteur manufacturier (+3,79%), qui représente 90% de la production totale, cette augmentation résulte principalement des industries électronique (+16,33%), chimique (+3,99%) et des composants optiques (+5,54%). Parmi les secteurs des composants électroniques, celui des semi-conducteurs et des écrans LCD progressent respectivement de 16,32% et 49,81%, en raison d'une demande externe d'équipements correspondants en forte croissance. Selon les prévisions du MOEA cette hausse devrait se maintenir en mars, respectivement à +8,7% et +14,2% pour ces deux derniers secteurs. Par ailleurs, les statistiques du MOEA indiquent que le commerce de détail s'est élevé, en janvier 2021, à 314,2 Mds TWD (près de 11 Mds USD), soit une augmentation de 12,8% par rapport à février 2020, en raison des ventes importantes pendant le Nouvel An lunaire. Le commerce de gros

(809,3 Md TWD), comme celui des produits alimentaires et des boissons (71,8 Md USD), progressent de 7,5% et de 23,6% respectivement.

ASUSTeK : le groupe enregistre des bénéfices nets de +119% en 2020

Le groupe ASUSTeK vient de publier ses derniers [résultats financiers](#) sur 2020, avec des performances à la hausse tirées par les ventes d'ordinateurs et notamment de notebooks. Ainsi [en 2020](#), le groupe a enregistré des revenus de 382 Mds TWD (11 Mds euros) et un bénéfice net de 26,6 Mds TWD (plus de 770 M euros), en hausse respectivement de 15% et de 119% par rapport à 2019, les ventes de PC représentant 67% des revenus du groupe en 2020. Le groupe Acer bénéficie lui aussi du télétravail, avec des revenus en 2020 de 277 Md TWD (8 Mds euros) [en hausse de 18%](#) par rapport en 2019 et des bénéfices nets de 6 Mds TWD (174 M euros) en hausse de près [130%](#).

Solaire flottant : Ciel et Terre inaugure une nouvelle ferme à Tainan (Chiali)

Ciel et Terre Taiwan vient d'inaugurer une nouvelle ferme solaire flottante dans le Sud de Taiwan à Tainan ([Chiali](#)). Ce projet développé sur des terrains privés et opéré pour le compte de la société AcBel Polytech, sera à même, avec un peu plus de 1,7 M kWh/an de fournir en électricité [500 foyers](#). Ciel et Terre Taiwan, qui emploie aujourd'hui plus de 30 employés, compte plus de 200 MW de capacité installée de fermes solaires flottantes et travaille en coopération avec l'Institut de recherche halieutique du ministère de l'Agriculture (COA) sur divers projets de co-développement de fermes aquacoles.

Hydrogène : Air Liquide Far Eastern inaugure son usine d'hydrogène haute pureté à Tainan

[Air Liquide Far Eastern \(ALFE\) a inauguré la première phase de son électrolyseur à hydrogène](#) que le groupe construit sur le parc scientifique de Tainan. Annoncées en avril 2020, dans le cadre d'un investissement global de 200 millions d'euros, ces capacités permettront de produire jusqu'à 5 000 Nm³ par heure d'hydrogène de très haute pureté. Cette première étape importante franchie, ALFE poursuivra la mise en service de ces unités d'électrolyse à Taiwan pour atteindre une capacité totale de 25 MW. Ces unités de production permettront à ALFE de répondre à la demande en hydrogène de très haute pureté pour de la lithographie EUV (*Extreme Ultraviolet Lithography*) et d'améliorer son empreinte carbone. La technologie de l'électrolyse de l'eau permettra de réduire de 35 000 tonnes les émissions de CO₂ par an comparée à celle traditionnellement utilisée dans la production de l'hydrogène.

Retour au sommaire ([ici](#))



Mongolie

Politique monétaire : maintien du taux directeur à 6%

Le [Comité de politique monétaire de la Banque de Mongolie](#) a décidé le 24 mars 2021 de maintenir le taux directeur à 6% et de dédier 350 Mds MNT (104 MEUR) d'ici à la fin du second trimestre de l'année 2021, aux instruments de financement à long terme (repo). La Banque centrale a annoncé qu'elle réviserait sa politique monétaire si l'inflation, qui s'est stabilisée à 2,6% en 2020, dépasse la cible fixée de 8%.

Moody's ratings : estimation du creusement de la dette publique à 75% en 2021 et dégradation des perspectives de stables à négatives pour les neuf principales banques du pays

L'agence de notation Moody's estime que la [dette publique de la Mongolie attendra 75% du PIB en 2021](#). La dette totale du gouvernement a atteint 27,8 Tr MNT (8,2 Mds EUR) fin 2020, en augmentation de 16,6% par rapport à 2019, la dette extérieure représentant 24,8 Tr MNT (7,3 Mds EUR) soit 89,1% de la dette totale. Selon le Bureau national des statistiques mongol, l'augmentation de la dette extérieure est principalement à l'origine du creusement de la dette du pays.

Le service relatif à l'investissement de l'agence de notation a annoncé avoir complété [l'évaluation des neuf principales banques commerciales de Mongolie](#), dégradant de stables à négatives les perspectives de ces dernières. Les neuf banques en question sont (1) Bogd Bank LLC, (2) Capritron Bank LLC, (3) Banque de développement de Mongolie LLC, (4) Golomt Bank LLC, (5) Khan Bank LLC, (6) State Bank LLC, (7) Banque de commerce et de développement de Mongolie LLC, (8) Banque de transport et de développement LLC, et (9) Xacbank LLC. La dégradation des perspectives de ces neuf banques est motivée par la forte corrélation entre la solvabilité du système bancaire mongol avec la solvabilité de l'Etat, en raison de la concentration des opérations bancaires en Mongolie et de l'exposition directe et indirecte des banques à la dette souveraine nationale (par rapport à la structure du capital des banques commerciales).

Organisation mondiale du commerce : examen de la politique commerciale de la Mongolie

[Les politiques et pratiques commerciales de la Mongolie ont fait l'objet d'un examen de l'Organisation mondiale du commerce \(OMC\) entre le 17 et le 19 mars 2021](#). Les Membres de l'OMC ont félicité la Mongolie concernant son régime global de commerce et d'investissement, y compris son orientation politique vers une politique commerciale plus inclusive. La performance économique au cours de la période examinée ayant été jugée impressionnante en raison de la croissance économique observée sur les dernières années. Malgré ces tendances positives, l'économie de la Mongolie est toutefois restée fortement dépendante à quelques secteurs (dont le secteur minier) et la politique commerciale dirigée vers un nombre restreint de produits et de marchés. L'OMC a ainsi insisté sur l'importance de diversification de l'économie.

Les membres de l'organisation ont reconnu les contributions de la Mongolie au système du commerce multilatéral (notamment grâce à son rôle de coordinateur du groupe asiatique des pays en développement et de

sa contribution au sein du groupe des pays en développement sans littoral). Les membres ont applaudi la ratification de la convention concernant la facilitation des échanges ; le soutien apporté à la Déclaration de Buenos Aires sur l'autonomisation économique des femmes ; ainsi que la modernisation des procédures douanières du pays. Il a également été suggéré que la Mongolie s'engage davantage dans les négociations commerciales multilatérales et plurilatérales afin de tirer de plus grands bénéfices du système commercial multilatéral.

Toutefois, certains membres ont noté qu'ils étaient toujours confrontés à des difficultés en raison des procédures de dédouanement et d'inspection en Mongolie. De plus, le régime SPS du pays n'est pas suffisamment aligné sur les normes internationales et les quotas d'importation sur certains produits agricoles sont toujours considérés comme problématiques et incohérents avec les obligations de l'OMC. Dès lors, plusieurs appels ont été lancés pour renforcer la gouvernance et améliorer la transparence et l'environnement juridique du pays (notamment dans les domaines des appels d'offre pour les marchés publics et des lois sur l'investissement).

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Lianyi Xu, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr